

25	— Décret n° 97-670 du 31 mai 1997 relatif aux conditions de modifications de l'article 378 de l'annexe II au code général des impôts	646
25	— Décret n° 97-671 du 31 mai 1997 relatif aux modalités de déclaration de la retenue à la source visée au 2 de l'article 119 bis du code général des impôts, aux modalités de déclaration de prélèvement visé à l'article 125 A du même code et modifiant les annexes II et III à ce code	646
26	— Décret n° 97-774 du 31 juillet 1997 portant modification du décret n° 90-263 du 23 mai 1990 relatif à la procédure d'injonctions et de sanctions administratives prononcées par la commission des opérations de bourse et aux recours contre les décisions de cette commission qui relèvent de la compétence du juge judiciaire	647
27	— Décret n° 97-682 du 31 mai 1997 relatif à l'aide à innovation	648
27	— Arrêté du 31 mai 1997 fixant la composition du dossier de demande d'aide à la création d'entreprise	650
27	— Arrêté du 9 juillet 1997 portant homologation de l'abrogation par le Conseil des marchés financiers de dispositions du règlement général du Conseil des bourses de valeurs	651
29	— Circulaire du 4 avril 1997 relative aux modalités d'assujettissement aux cotisations sociales de sécurité sociale, à la CSG et à la CRDS de l'avantage tiré de la levée d'option dans le cadre des plans d'option de souscription ou d'achat d'actions	652
33	— Circulaire du 30 mai 1997 relative au fonctionnement des centres de formalités des entreprises	658
41	— Règlement intérieur de la Commission des opérations de bourse du 7 avril 1997	660

V. — BIBLIOGRAPHIE

43	Comptes rendus d'ouvrages	677
44	Bibliographie sélective : « La faute de gestion »	678
44	Actualités bibliographiques : articles et notes de jurisprudence ...	681
45	Sélection d'ouvrages et de monographies	691

revue des sociétés

2
84

DALLOZ

TABLE DES MATIÈRES

N° 3-1997

I. — DOCTRINE

- Des ventes et des cessions de droits sociaux à dire de tiers (étude des articles 1592 et 1843-4 du code civil), par Jacques MOURY . 455
- Vers un progrès des droits de la défense devant la COB, par Frédéric BUCHER 481
- La responsabilité du dirigeant de fait, par Nathalie DEDESSUS-LE-MOUSTIER 499

II. — JURISPRUDENCE COMMENTÉE

I. — Sociétés en général

- Sociétés en général, société assignée en justice, dissolution de la société, liquidation clôturée avant l'assignation, dissimulation de la situation juridique, société, gérant, faute (oui), réparation (oui), Cass. com. 18 févr. 1997, note Paul DIDIER 523
- Société en général, convention société-associés, action en responsabilité, prescription, point de départ, fait dommageable, convention constitutive d'un abus de majorité, qualité pour agir au nom de la société, gérant (oui), Cass. com. 21 janv. 1997, note Bernard SAINTOURENS 528

II. — Sociétés anonymes

- Cumul mandat social, contrat de travail, révocation des fonctions de président, maintien du contrat (non), cessation (non), Cass. soc. 19 févr. 1997, note Paul DIDIER 533

<ul style="list-style-type: none"> ● Sociétés par actions, président du directoire, substitution d'un conseil d'administration au directoire et au conseil de surveillance, révocation sans juste motif du président du directoire (non), Cass. com. 4 févr. 1997, note Yves CHARTIER 	537
<ul style="list-style-type: none"> ● Lettre contrat, nature, contrat-cadre, condition résolutoire acquise (non), non-respect de la procédure de l'article 101, préjudice entraînant la nullité de la convention (non), Cass. com. 18 mars 1997, note Jean-François BARBIÈRI 	541
<p>III. — <i>Associations</i></p>	
<ul style="list-style-type: none"> ● Associations, membre, pouvoir disciplinaire, contrôle, étendue, exclusion, Cass. 1^{re} civ. 3 déc. 1996, note Yves GUYON 	550
<p>IV. — <i>Groupes de sociétés</i></p>	
<ul style="list-style-type: none"> ● Groupes de sociétés, filiale, inexécution d'un contrat « décision du groupe », absence d'autonomie de la filiale, immixtion des autres sociétés du groupe dans sa gestion, conséquence de l'inexécution du contrat, condamnation des sociétés membres du groupe, Cass. com. 4 mars 1997, note Paul DIDIER 	554
<p>V. — <i>Droit boursier</i></p>	
<ul style="list-style-type: none"> ● Cession, bloc structurant, autorisation du CMF, intérêt à agir (oui), procédure d'autorisation, non-respect, sanction, décision du CMF, nullité, CA Paris 28 mai 1997, note Frédéric BUCHER 	562
<p>VI. — <i>Droit pénal des affaires</i></p>	
<ul style="list-style-type: none"> ● Sociétés, sociétés anonymes, présentation de bilan inexact, prescription, point de départ, Cass. crim. 20 févr. 1997, note Bernard BOULOC 	572
<ul style="list-style-type: none"> ● Sociétés, sociétés anonymes, présentation de bilan inexact, action civile, préjudice direct, banque, préjudice, réparation, partage de responsabilité, faute de la victime, victime d'une infraction intentionnelle contre les biens (non), Cass. crim. 13 févr. 1997, note Bernard BOULOC 	575

- Sociétés, sociétés anonymes, abus de biens sociaux, complicité, acte matériel, intérêt personnel, recherche d'un prestige ou d'une notoriété, participation personnelle du dirigeant, nécessité, Cass. crim. 20 mars 1997, note Bernard BOULOC 581

VII. — *Droit fiscal des affaires*

- Transformation de la forme sociale, transformation d'une SARL en SA, effets multiples, opérations distinctes, cession ultérieure des actions par les associés, cession des actions, application de l'article L. 64 (non), absence de retour à la forme sociétaire antérieure, Cass. com. 10 déc. 1996, note Emmanuel KORNPBST 589

VIII. — *Redressement et liquidation judiciaires*

- Redressement judiciaire, débiteur, remboursement anticipé d'un prêt en période suspecte, liquidateur, demande en restitution, restitution par la banque, déclaration de créance, action contre les cautions (oui), défaut de contestation de l'état des créances, Cass. com, 22 oct. 1996, note Paul DIDIER 596
- Redressement et liquidation judiciaires, ouverture, personne physique non inscrite au registre du commerce, redressement judiciaire (non), Cass. com. 25 mars 1997, note Adrienne HONORAT 599
- Faillite, faillite internationale, convention franco-italienne, compétence internationale de la juridiction française, situation de l'immeuble, effet du jugement, accomplissement des formalités de publicité exigées par la loi du lieu de situation de la succursale ou de l'établissement du failli, Cass. 1^{re} civ. 25 févr. 1977, note Marcel BEAUBRUN 602
- Redressement et liquidation judiciaires, action en comblement, dirigeant, faute de gestion, surévaluation des stocks, poursuite de l'activité déficitaire, nécessité de caractériser les fautes de gestion, lien de causalité entre les fautes et l'insuffisance d'actif, Cass. com. 16 avr. 1996, note Caroline HENRY 611

III. — SOMMAIRES DE JURISPRUDENCE

- Sommaires de jurisprudence par Yves GUYON 625

<i>Sociétés anonymes</i> , administrateur, cumul avec contrat de travail, nullité, effets, restitution, Paris, 18 ^e Ch. C, 29 mai 1997	625
<i>Sociétés civiles</i> , cautionnement en faveur d'un associé, nullité, abus de majorité, Lyon, 1 ^{re} Ch., 4 avr. 1996	625
<i>SARL</i> , gérant, responsabilité, gérant de fait, application du droit commun, Paris, 15 ^e Ch. A, 6 mai 1997	626
<i>Sociétés en général</i> , redressement judiciaire, représentation de la société, mandataire judiciaire à la liquidation des entreprises (non), Versailles, 27 mars 1997	626
<i>Sociétés en général</i> , redressement judiciaire, représentation de la société, mandataire judiciaire à la liquidation des entreprises (non), Quimper, 19 févr. 1997	627
<i>Sociétés en général</i> , indivision, personnalité morale (absence de), irrecevabilité des actions en justice, Paris, 6 ^e Ch. B, 24 avr. 1997	627
<i>Sociétés en général</i> , identification, forme, action en justice, Paris, 4 ^e Ch. A, 30 avr. 1997	627

IV. — LÉGISLATION ET RÉGLEMENTATION

— Règlement CE n° 1103-97 du conseil du 17 juin 1997 fixant certaines dispositions relatives à l'introduction de l'euro	629
— Règlement CE n° 1310-97 du conseil du 30 juin 1997 modifiant le règlement CEE n° 4064-89 relatif au contrôle des opérations de concentration entre entreprises	633
— Décret du 16 mai 1997 relatif au numéro unique d'identification des entreprises	641
— Décret n° 97-509 du 21 mai 1997 pris pour l'application des articles 29 et 29-1 de la loi n° 83-1 du 3 janv. 1983 sur la protection de l'épargne modifiée par l'article 102 de la loi n° 96-597 du 2 juillet 1996 de modernisation des activités financières	643
— Décret n° 97-556 du 29 mai 1997 relatif à la réduction du taux d'impôt sur les sociétés pour certaines sociétés qui incorporent une fraction de leur bénéfice au capital	644
— Décret n° 97-666 du 31 mai 1997 fixant les conditions d'application de l'article 12 de la loi de finances pour 1997 (L. n° 96-1181 du 30 décembre 1996) et modifiant l'annexe III au code général des impôts	645